

OLIVIER FELLER – En coulisse, le président du FELC et conseiller national (PLR/VD) explique sa position personnelle sur ces thèmes agricoles et agro-alimentaires. Rappelant que les produits «avariés par la main de l'homme» figurent dans les séries télévisées.

«Priorité à l'auto-alimentation»



Pour Olivier Feller, l'agriculture ne peut pas être soumise aux seules lois du marché.

PHOTO: DR

Quand on préside un forum comme le FELC, on doit bien avoir quelques idées personnelles à exprimer! De la

fourche à la fourchette, au fond de quel côté Olivier Feller, conseiller na-

tional (PLR/VD), se situe-t-il? Interview dans le champ présidentiel.

JAM: *Quel est le message politique que vous souhaitez envoyer avec cette journée sur l'économie agricole et l'agro-alimentaire?*

■ **Olivier Feller:** L'enjeu principal de notre politique agricole, c'est d'assurer la sécurité alimentaire du pays, sa capacité à nourrir la population. La question est de savoir jusqu'à quel point la Suisse peut devenir dépendante de ses importations pour son alimentation. Aujourd'hui, l'agriculture suisse assure 55% d'auto-alimentation du pays. Nous devons maintenir ce taux dans un contexte marqué par des interrogations climatiques et des menaces réelles de conflits économiques et politiques.

«DIFFICILE DE DIRE QUE LES PAYSANS ONT DÉJÀ ASSEZ OU TROP DE POIDS À BERNE.»

Ne fait-on pas tout un fromage de ces questions de sécurité alimentaire?

■ Mais la sécurité alimentaire est aussi une question de qualité des produits. Des œufs au fipronil, des poulets baignés au chlore, de la

mozzarella trafiquée par la mafia, du lait pour bébés aux salmonelles, les produits avariés par la main de l'homme font désormais partie des séries télévisées. Et ce n'est vraisemblablement que la partie visible de l'iceberg.

Selon l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires, près d'un tiers des échantillons prélevés sur les légumes importés d'Asie, en 2016, présentaient, selon nos normes, une teneur trop élevée en pesticides. D'où l'intérêt d'une agriculture de proximité, qui répond à nos normes, et permet de réduire la pollution de la planète et le réchauffement climatique, en limitant tout à la fois les engrais, les pesticides et les transports lointains.

Les paysans n'ont-ils pas assez de poids et de lobbyistes à Berne?

■ Comme tous les acteurs de la vie économique, syndicats compris, les paysans disposent de lobbyistes et de relais auprès du Parlement et de l'administration fédérale. Mais à voir le combat permanent que l'agriculture suisse doit mener pour assurer sa survie, face à certaines initiatives populaires, lors de chaque débat budgétaire ou en termes de fiscalité agricole, il me paraît difficile de dire

que les paysans ont déjà assez ou trop de poids à Berne.

«JUSQU'À QUEL POINT LA SUISSE PEUT DEVENIR DÉPENDANTE DE SES IMPORTATIONS.»

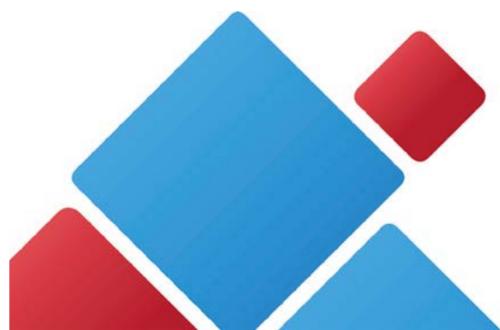
Qu'y a-t-il de libéralisable dans ce secteur? À quoi ne pas toucher?

■ D'autres secteurs que l'agriculture, comme le tourisme ou la recherche, bénéficient de soutiens importants, directs et indirects, de la Confédération. C'est juste. Mais l'alimentation de la population n'est pas un secteur moins stratégique. L'agriculture ne peut pas être soumise aux seules lois du marché, à moins d'être condamnée à disparaître, en raison des conditions particulières de notre pays: son climat, l'exiguïté du territoire exploitable, les coûts élevés liés à son niveau de vie, les contraintes et les exigences déjà posées par les normes fédérales. C'est cela qui doit compter en priorité et non la libéralisation par principe ou conçue comme un dogme.

«DES ŒUFS AU FIPRONIL, DES POULETS BAINÉS AU CHLORE, DE LA



ANNONCE



La restauration du personnel aujourd'hui !

Tous les avantages pour les employeurs et employés sous : www.lunch-check.ch

